

SYNTHÈSE DE CONJONCTURE ÉCONOMIE EMPLOI
EN AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

En Auvergne-Rhône-Alpes, une croissance de l'économie et de l'emploi quasi-nulle au 3^e trimestre 2024

MARS 2025



En bref...

L'économie française a bénéficié de l'effet des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024 au 3^e trimestre 2024. Cependant, la morosité du climat des affaires et l'instabilité politique n'ont pas permis de faire redécoller l'investissement des entreprises comme celui des ménages, et ce, malgré une demande intérieure en progression.

En Auvergne-Rhône-Alpes, l'économie est restée atone à l'été. Au sein des trois grands secteurs, le tertiaire marchand, l'industrie et la construction, la dynamique de croissance y est cependant apparue hétérogène.

L'emploi régional a légèrement augmenté au 3^e trimestre 2024. Néanmoins, l'emploi intérimaire n'a cessé de baisser, entraîné par la faible dynamique de ses principaux employeurs que sont la construction et l'industrie.

Le taux de chômage s'est stabilisé au 3^e trimestre. Il concerne 6,4% de la population active régionale.

Zoom sur... la filière tourisme

Sixième pourvoyeur d'emploi le plus important de la région Auvergne-Rhône-Alpes, **le tourisme (l'hébergement et restauration) a connu un 3^e trimestre 2024 en demi-teinte.** Les mois de juillet et septembre n'ont pas été à la hauteur des espérances des professionnels (faible demande, météo défavorable, climat d'incertitudes), a contrario du mois d'août où l'activité a été plus dynamique et soutenue dans les zones touristiques. Même si l'emploi a montré une évolution positive sur le trimestre (+0,9%), c'est moins qu'à la même période l'année dernière (-0,5%), mais bien mieux qu'avant la crise sanitaire (+11,3%). Dans le détail, les nuitées en camping ont gagné du terrain, à l'inverse de l'hébergement en hôtels. L'ensemble a été porté par la clientèle étrangère plus que française. **Toutefois, sur l'ensemble de la saison estivale d'avril à septembre, les résultats sont un peu meilleurs avec une croissance des nuitées de +0,1% par rapport à la même période en 2023.**

Chiffres clés

3 260 000

Emplois salariés

en septembre
2024



DPAE

Déclarations préalables
à l'embauche



6.4%

Taux de chômage

de la population active
au 3^e trimestre 2024

317 000

demandeurs
d'emploi

sans emploi (A)
au 3^e trimestre 2024



Évolution
sur un trimestre

(T3 2024 / T2 2024)

↗ +0.1%

(+0.2% en France)

↗ +1.0%

(+0.9% en France)

→ +0 pt

(+0.1 pt en France)

→ +0%

(+0.2% en France)

Évolution
depuis un an

(T3 2024 / T3 2023)

↗ +0.3%

(+0.5% en France)

↗ +2.9%

(+1% en France)

→ +0 pt

(+0 pt en France)

→ +0%

(+0.1% en France)

LE CONTEXTE ÉCONOMIQUE

Éclairage national

Une croissance en trompe-l'oeil accélérée par des Jeux Olympiques et Paralympiques

Au 3^e trimestre 2024, **le produit intérieur brut (PIB) de la France a présenté un rythme de croissance accéléré par les Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024** (+0,4% contre +0,2% au trimestre précédent). Combiné aux recettes de billetterie et de diffusion audiovisuelle enregistrées comme une production de services au moment du déroulement des épreuves, l'évènement a apporté un soutien ponctuel de +0,3% du PIB. Néanmoins, **des effets d'éviction auprès des touristes habituels ont amoindri cet impact** à hauteur de -0,1% environ sur la croissance française (baisse de la consommation des ménages en hébergement-restauration sur le territoire -0,2%, services de transports -0,4%).

En raison d'un climat des affaires toujours morose et d'une instabilité politique accrue, **la baisse de l'investissement s'est poursuivie** dans les entreprises (-1,2%) comme dans les ménages (-0,6%) et ce, **malgré une demande intérieure qui progresse** (+0,3% au 3^e trimestre, après +0,1% au 2^e trimestre), liée à la consommation des ménages (+0,6%) et au dynamisme des administrations publiques (+0,5%). Le commerce est pénalisé par la baisse des exportations (-0,8%) et des importations (-0,6%) de biens.

Pour en savoir plus : [Insee, Point de conjoncture - Décembre 2024](#)

Encadré 1 : Une reprise économique décalée de 2025 à 2026 et 2027

Selon les projections économiques de la Banque de France, **le scénario d'une reprise économique au niveau national serait décalé de 2025 (+0,9%) à 2026 et 2027 (+1,3%)**. En cause, l'incertitude du contexte national qui pèserait sur la demande des ménages et des entreprises, ainsi que les aléas géopolitiques qui pourraient impacter le commerce international (tensions commerciales, hausse des droits de douanes aux États-Unis, etc.). À partir de 2026, la reprise progressive de la demande européenne, une moindre inflation, le desserrement de la politique monétaire et la reprise de l'investissement privé au niveau national, permettraient à la croissance de regagner en vigueur. Ces éléments auraient des répercussions plus ou moins marquées sur les territoires régionaux, dont Auvergne-Rhône-Alpes.

En 2024, une croissance stable au niveau national et européen

D'après les dernières projections de la Banque de France datant de décembre 2024, **la croissance économique de la France se stabiliserait à +1,1% en 2024 comme en 2023**. Sur l'année, le principal contributeur de la croissance serait le commerce extérieur, bien que freiné par des phénomènes de déstockage.

Comparée aux autres pays européens, **l'économie française suivrait une trajectoire similaire à celle de 2023**, se portant mieux que l'Allemagne (-0,2%) et l'Italie (+0,5%), mais restant à distance de l'Espagne (+3,1%) qui profite à la fois de sa faible dépendance énergétique, de son attractivité touristique et d'une dynamique favorable en termes de démographie et de main d'œuvre. À l'échelle internationale, la France resterait plus compétitive que le Royaume-Uni (+0,9%), moins performante que les États-Unis (+1,8%) guidée par les dépenses militaires et la consommation privée, et la Chine (+4,6%) proche d'un de ses plus bas seuils de croissance depuis 1990 (hors crise sanitaire). **Les écarts de dynamisme entre la zone euro, le Royaume-Uni et les États-Unis devraient en outre se maintenir à l'horizon 2025**.

Pour en savoir plus sur la situation française : [Banque de France, Projections macroéconomiques pour la France – Décembre 2024](#)

Une économie régionale qui avance à des rythmes hétérogènes

D'après les enquêtes mensuelles de conjoncture de la Banque de France réalisées auprès d'un panel d'entreprises, **la croissance de l'économie d'Auvergne-Rhône-Alpes est restée molle au 3^e trimestre 2024**, caractérisée par les fermetures estivales traditionnelles et un contexte d'incertitude politique. Aussi, l'impact des Jeux Olympiques et Paralympiques a été modéré en région.

Dans l'industrie, l'activité a été ralentie en juillet et août, avant de redémarrer en septembre, avec une évolution hétérogène selon les branches. La production a continué de reculer dans l'industrie automobile, les fabrications de produits informatiques-électroniques-optiques et la métallurgie – décolletage. À l'inverse, l'industrie chimique et l'industrie agro-alimentaire sont restées dynamiques.

Le rythme de progression s'est accéléré dans les services marchands, porté par le redressement des volumes d'affaires dans les activités informatiques et la branche ingénierie-études techniques. Malgré un bon mois d'août à lié la hausse de la fréquentation touristique en région, l'hébergement a pâti d'une météo maussade en juillet et septembre. Pour la branche du travail temporaire, la demande est restée orientée à la baisse.

L'activité du secteur de la construction a été portée par des carnets de commande correctement garnis dans le second œuvre et un redressement dans les travaux publics après quatre trimestres consécutifs de baisse. En revanche, l'activité a continué de reculer dans le gros œuvre, du fait de la pénurie de mise en chantier de nouveaux projets immobiliers et de carnets qui atteignent désormais un point bas.

Les prix des matières ont faiblement évolué, à l'exception de hausses ponctuelles (métaux précieux ou matières premières agricoles par exemple). Le rythme de progression des prix de vente est resté modéré dans l'industrie et les services marchands tandis que le prix des devis a plutôt diminué dans la construction. Les effectifs sont restés légèrement orientés à la baisse dans l'ensemble des secteurs, notamment du fait d'un moindre recours à l'intérim. **Les difficultés de recrutement mentionnées par les chefs d'entreprise se sont progressivement atténuées**, à l'exception de situations spécifiques dans certaines branches des services marchands (*Ingénierie et études techniques, activités informatiques*) et du *bâtiment*.

Encadré rédigé par la Banque de France Auvergne-Rhône-Alpes, pour en savoir plus : [Banque de France, Tendances régionales, La conjoncture en Auvergne-Rhône-Alpes – Août, Septembre, Octobre 2024](#)

L'évolution du tissu régional d'entreprises

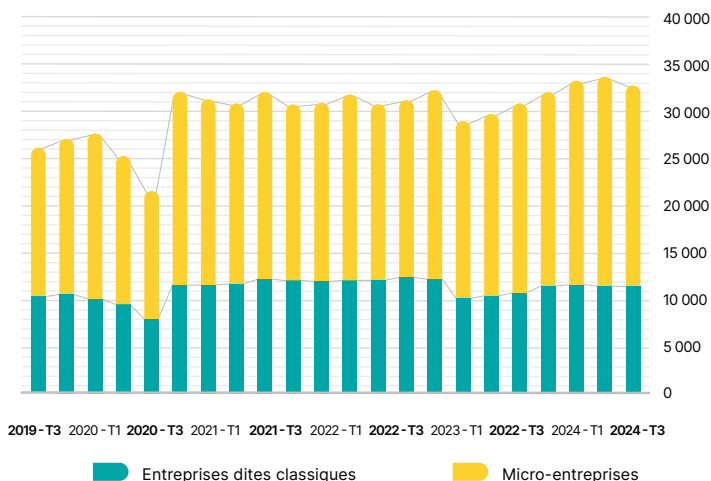
Un fléchissement épisodique des créations d'entreprises

En hausse continue depuis le 1^{er} trimestre 2023, **les créations d'entreprises en Auvergne-Rhône-Alpes accusent un léger fléchissement au 3^e trimestre 2024** (le premier depuis fin 2022). Malgré 32 601 nouvelles structures, la région connaît une baisse de -1,8% des créations d'entreprises par rapport au trimestre précédent. **Une évolution notamment marquée chez les micro-entreprises (-2,6%) et dans le secteur de la construction (-9,9%), et décroissante dans l'ensemble des secteurs à l'exception du commerce (+5,4%)**. Les créations d'entreprises dites classiques ont également diminué mais de façon moins notable sur le trimestre (-0,2%).

Néanmoins, la création d'entreprise demeure nettement plus importante qu'en 2019 à la même période (+18,9%), ainsi que sur la dernière année (+6,1%).

Évolution des créations d'entreprises en Auvergne-Rhône-Alpes

Unité : en nombre d'entreprises



Source : Insee, REE (Répertoire des Entreprises et Établissements - Sirene) ; Données trimestrielles CVS

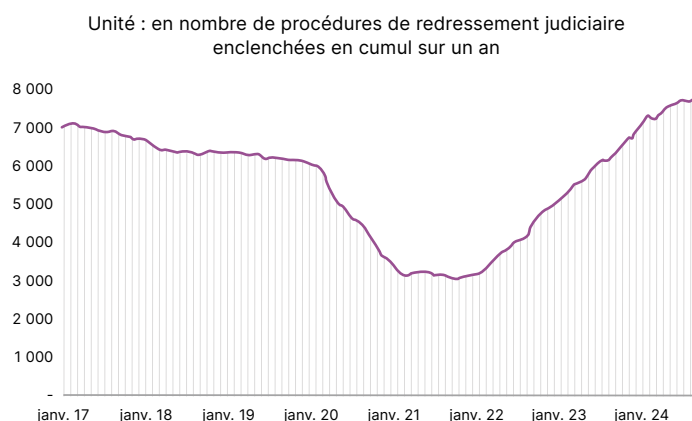
Un ralentissement trimestriel des défaillances d'entreprises, mais des tendances sectorielles qui s'installent

Au 3^e trimestre 2024, l'augmentation des défaillances d'entreprises en région semble ralentir. Avec 7 562 procédures de redressement judiciaire enregistrées en septembre 2024 sur un an, leur nombre a certes augmenté de 24% en un an et de 27% par rapport à 2019, mais cette progression reste modérée sur le dernier trimestre (+1,7% contre +3,9% sur le trimestre précédent).

Les chiffres nationaux montrent que **ce sont les défaillances d'entreprises de taille moyenne qui enregistrent la plus forte hausse depuis un an (+56%), doublant en volume.**

En Auvergne-Rhône-Alpes, les secteurs particulièrement touchés par les faillites à l'été 2024, sont ceux liés à l'immobilier (*Construction* +26% et *Activités immobilières* +72%), aux *Activités financières et d'assurance* (+45%) et à l'*Information et à la communication* (+40%). **Des tendances sectorielles qui s'installent depuis plusieurs trimestres depuis 2023.**

Évolution des défaillances d'entreprises en Auvergne-Rhône-Alpes (en cumul sur un an)



Source : Insee, Défaillances d'entreprises ; Données trimestrielles brutes

La tendance des défaillances d'entreprises régionales s'inscrit dans **une large tendance nationale.** Selon l'Observatoire BPCE¹, « numériquement, la France atteindra en 2024 un record sur les quinze dernières années », en raison notamment du phénomène de rattrapage des défaillances évitées entre 2020 et 2022, qui s'avère inégal en revanche selon la taille des entreprises.

2

L'EMPLOI

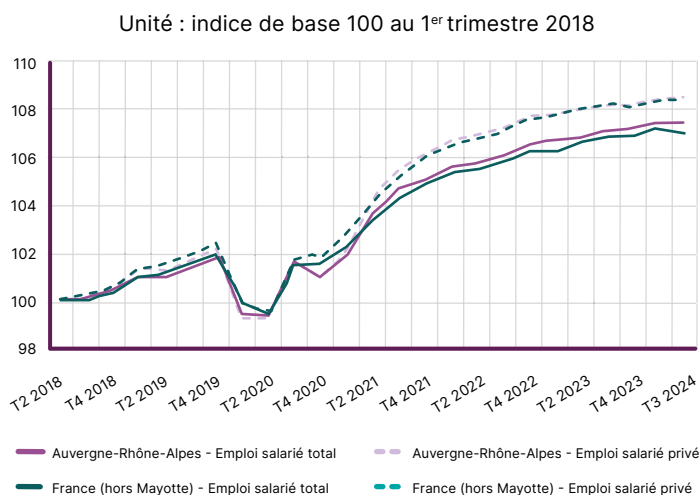
La situation de l'emploi salarié

Au 3^e trimestre 2024, l'emploi salarié augmente légèrement

Après un 2^e trimestre 2024 marqué par le premier recul de l'emploi salarié en trois ans en Auvergne-Rhône-Alpes, **une légère hausse est observée au 3^e trimestre (+0,1%),** avec 4 468 emplois supplémentaires. Cette progression est essentiellement portée par la croissance de l'emploi public (à 96% avec + 4 296 emplois). Sur un an, l'évolution de l'emploi salarié demeure positive (+0,3%), dans la lignée de l'évolution nationale (+0,5%). Néanmoins, depuis la pandémie, la croissance annuelle n'a fait que fléchir au 3^e trimestre (+,2,9% en 2021, +1,4% en 2022, +1% en 2023 et +0,3% en 2024).

L'emploi intérimaire poursuit son repli (-2,2%, soit -2 327 emplois). Pourtant l'un de ses principaux employeurs, le secteur de la construction voit ses pertes d'emplois ralentir (-0,3% contre -0,5%) tandis que l'emploi industriel est toujours en légère croissance (+0,1%) depuis désormais plus de deux ans.

Évolution de l'emploi salarié en France et en Auvergne-Rhône-Alpes



Source : Insee, Estimations d'emploi (estimations trimestrielles Urssaf, Dares, Insee) ; Données trimestrielles CVS en fin de trimestre

¹ Banque Populaire et Caisse d'Épargne.

L'évolution de l'emploi salarié privé par secteur d'activité

Sur un an, une évolution à l'arrêt dans le tertiaire comme dans l'industrie

En Auvergne-Rhône-Alpes, l'emploi salarié du privé dans le tertiaire (hors intérim) a enregistré une progression de +0,5% sur un an à l'été 2024, soit un ralentissement par rapport au printemps dernier (+0,8%) et l'année antérieure (+1,2%). Ce rythme de croissance modéré est calqué sur le niveau national. La dynamique intra-sectorielle de l'emploi a elle, évolué à la marge. Seul le secteur de la Santé, Social et Éducation a renforcé sa croissance (+1,8% contre +1,6%), tandis que celui des Services administratifs et de soutien hors intérim s'est retourné (+0,7% contre -1,7%). L'Hébergement et la restauration, un des moteurs de croissance des dernières années, continue de perdre des emplois (-0,5%, après -0,2%). Ce secteur est affecté par le fléchissement de sa demande et des difficultés d'embauches qui ont contraint les professionnels à des adaptations, dont des réductions de leurs services. Cependant, son évolution sur le trimestre est positive et la plus forte de l'ensemble des services (+0,9% et + 1341 emplois).

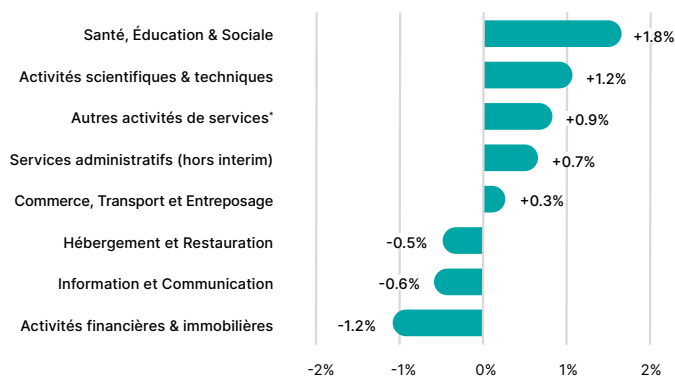
L'emploi salarié privé dans l'industrie en Auvergne-Rhône-Alpes est resté stable par rapport au précédent trimestre (+0%), décrivant une très légère croissance par rapport à l'année dernière (+0,5%).

Dans le détail, les tendances restent identiques sur un an pour quasiment l'ensemble des secteurs (Industrie non manufacturière à +2,6%, Autres industries manufacturières à +1,6%, Agroalimentaire à +1%, Métallurgie -0,3%, Textile et habillement -1,3%). Sur un trimestre, deux évolutions marquantes se dégagent. D'une part, la fabrication d'équipements électriques et électroniques enregistre un net recul (-0,5% contre +0,2%), en raison d'une contraction de la production, d'une baisse des commandes et d'une demande étrangère en berne. D'autre part, les Industries non manufacturières (+0,8% contre +0,6%) et l'Agroalimentaire (+0,4% contre -0,1%) connaissent les plus fortes croissances portées par des demandes vigoureuses et des perspectives de recrutement favorables.

Aussi, une partie du tissu industriel régional demeure impactée par l'impact de la crise du secteur automobile en Europe. Enfin, dans le domaine de la construction, l'emploi salarié continue de reculer -1,5% par rapport au 3^e trimestre de 2023. Toutefois, la baisse s'atténue aussi bien pour les salariés (-1,4% contre -1,7%) que pour les intérimaires (-10% contre -11%) en comparaison des chiffres du second trimestre de 2024.

Évolution de l'emploi salarié du privé dans les services en Auvergne-Rhône-Alpes

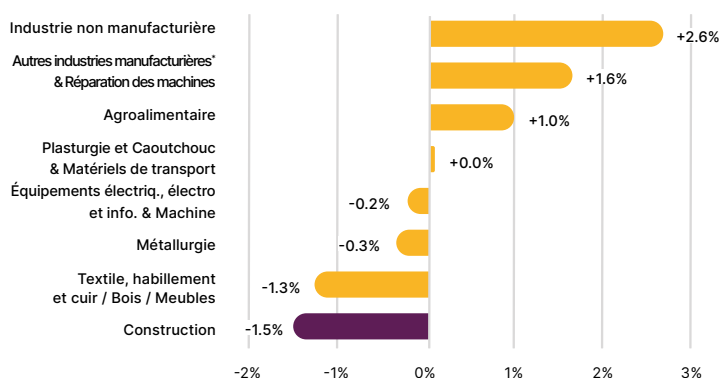
Unité : en % par rapport au même trimestre de l'année précédente



Source : Insee, Estimations d'emploi ; données salariés en fin de trimestre ; Données CVS. / (*) dont font partie les activités artistiques, récréatives, sportives, celles des organisations associatives ou encore les autres services personnels...

Évolution de l'emploi salarié du privé dans l'industrie et la construction en Auvergne-Rhône-Alpes

Unité : en % par rapport au même trimestre de l'année précédente



Source : Insee, Estimations d'emploi ; données salariés en fin de trimestre ; Données CVS. / (*) dont font partie les industries chimiques et pharmaceutiques, la fabrication d'instruments de musique, de sport, de jeux, les bijoutiers...

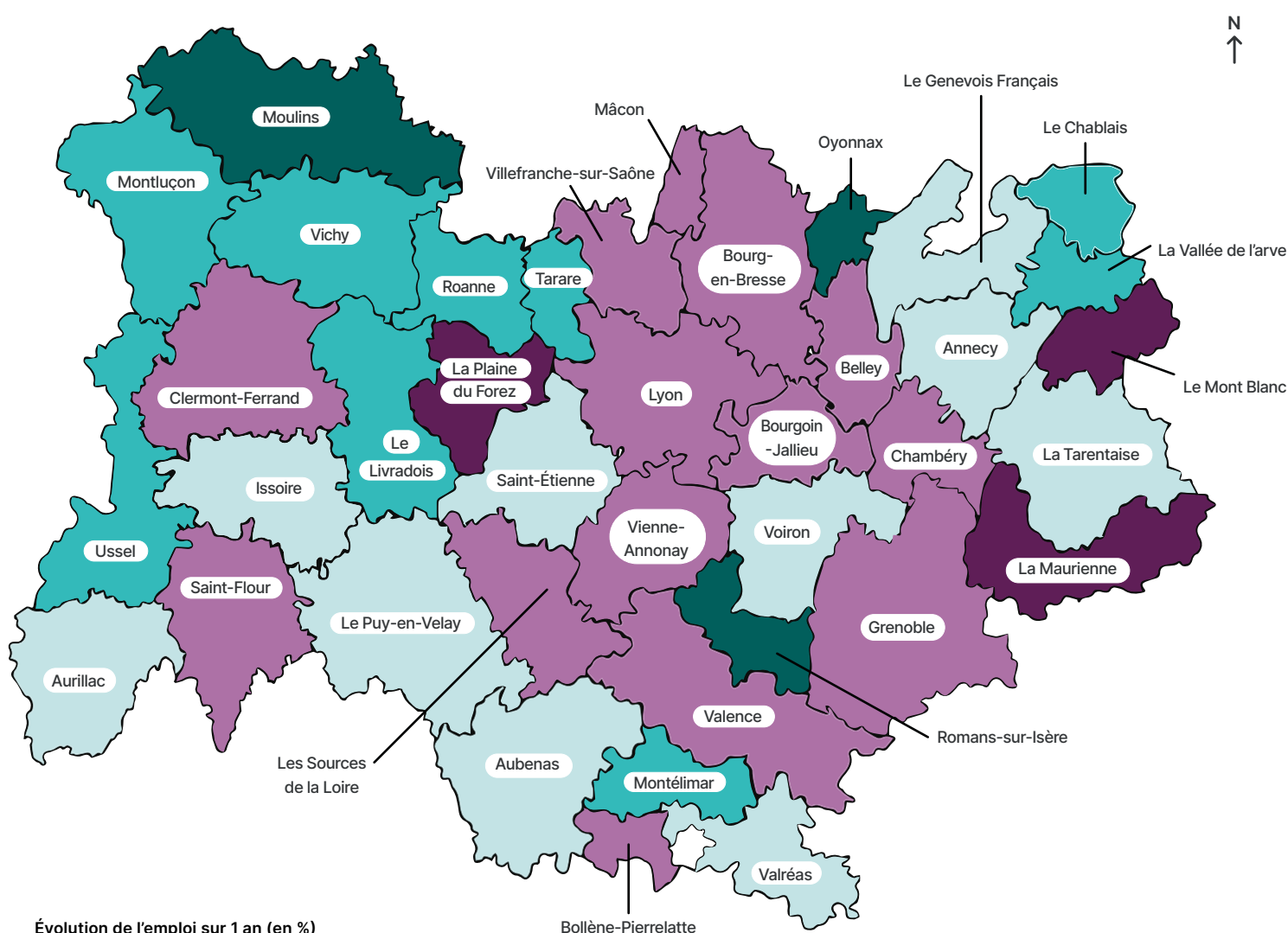
Des écarts territoriaux en recul dans les dynamiques d'emploi sur un an

À l'été 2024, on note, en moyenne, **une stagnation de la croissance de l'emploi salarié privé (+0%)** dans les zones d'emplois des différents territoires d'Auvergne-Rhône-Alpes. Les écarts entre zones d'emplois existent mais se réduisent. Parmi les évolutions notoires, on observe **le ralentissement de la zone d'emploi lyonnaise sur un an** (de +1,2% à +0,6%), également en diminution en comparaison du trimestre précédent (de +0,3% à -0,3%). Seules La Maurienne et Mâcon conservent un rythme de croissance soutenu (+1,7% et +1,1%). Clermont-Ferrand et Grenoble figurent parmi les grandes agglomérations qui demeurent en croissance par rapport au trimestre dernier (+1% et +0,3%). Cependant, **la majorité des zones d'emplois a connu un recul de ses effectifs salariés privés sur un an**. Bien qu'en léger recul, la baisse demeure importante à Oyonnax (-3,6% contre -3,9%) et à Romans-sur-Isère (-3,1% contre -3,2%).

Par rapport à l'avant-crise sanitaire, **trois zones d'emplois ont évolué négativement avec un emploi inférieur à celui de 2019**. Il s'agit de La Vallée de l'Arve (-1,1%), de Montluçon (-2%) et d'Oyonnax (-4,1%). A l'inverse, les zones d'emploi de La Maurienne, La Plaine du Forez, Lyon, Bollène-Pierrelatte et Le Mont-Blanc, ont vu leur emploi salarié privé croître de plus de 9%.

Évolution de l'emploi salarié privé par zone d'emploi sur 1 an

(3^e trimestre 2023 - 3^e trimestre 2024)



La dynamique de l'embauche

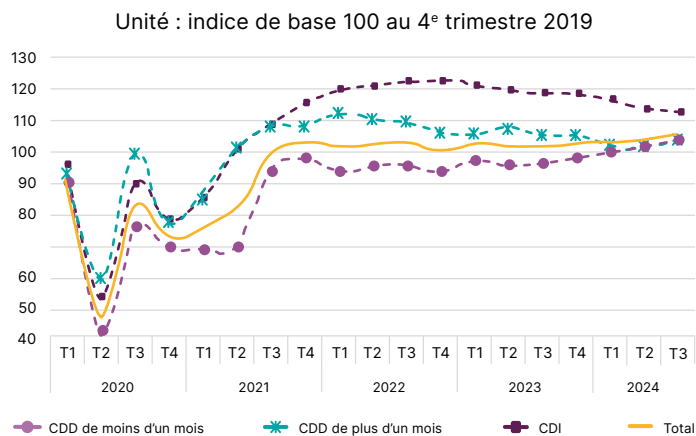
Les embauches continuent d'augmenter au 3^e trimestre 2024

Au 3^e trimestre 2024, le nombre de déclarations préalables à l'embauche a poursuivi son augmentation en Auvergne-Rhône-Alpes (+1%). Contrairement au trimestre précédent ce ne sont plus seulement les contrats de très courte durée (+1,3%) qui guident cette évolution mais aussi les CDD de plus d'un mois (+2,1%). Ces croissances se font au détriment des CDI qui ont encore diminué sur ce trimestre mais moins nettement que le précédent (-1,1% contre -1,4% au second trimestre de 2024).

Les embauches sur des CDI restent toutefois en baisse depuis fin 2022 avec une moyenne trimestrielle de -1%, tandis que les déclarations préalables à l'embauche pour les CDD de moins d'un mois connaissent une évolution positive depuis la moitié de 2023 à raison d'une croissance trimestrielle moyenne de +1,6%. Enfin, les déclarations préalables à l'embauche pour les CDD de plus d'un mois croissent pour la première fois depuis un an (-1,4% jusque-là).

Le secteur où les embauches sur des CDD de plus d'un mois ont le plus augmenté est celui de la Production et distribution d'énergie. En parallèle, le nombre de déclarations préalables à l'embauche en CDI y a reculé.

Évolution des déclarations préalables à l'embauche dans le privé en Auvergne-Rhône-Alpes par type de contrat



Source : Urssaf, Déclarations préalables à l'embauche (régime général, hors intérim) ; Données trimestrielles CVS

3 LE MARCHÉ DU TRAVAIL

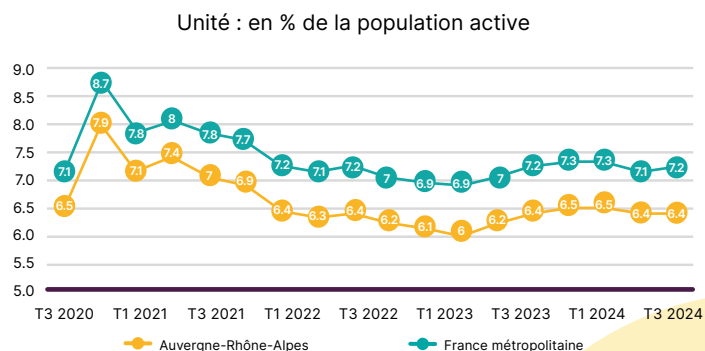
Le taux de chômage

Le taux de chômage régional se stabilise au 3^e trimestre 2024

Au 3^e trimestre 2024, le taux de chômage s'est stabilisé en Auvergne-Rhône-Alpes (+0%), tandis qu'il a légèrement augmenté en France (+0,1%). Avec 6,4% de la population active, le taux de chômage régional n'a plus augmenté depuis un an et demeure loin de sa tendance de long terme (en moyenne à 7,5% de la population active depuis dix ans). Au cours de l'été 2024, seule la Loire connaît une augmentation notable de +0,2% et trois départements enregistrent des taux à la baisse (Ardèche, Drôme et Haute-Loire).

L'Insee prévoit dans ses projections une hausse du taux de chômage dans les trimestres à venir. Son ampleur reste en revanche tributaire des effets potentiels de la mise en œuvre de la loi sur le plein emploi qui prévoit l'inscription automatisée auprès de France Travail de l'ensemble des personnes sans emploi, en particulier les bénéficiaires du RSA.

Évolution du taux de chômage en Auvergne-Rhône-Alpes et en France métropolitaine



Source : Insee, Enquête Emploi et taux de chômage localisé ; Données CVS

L'évolution de la demande et de l'offre d'emploi

Section rédigée par France Travail

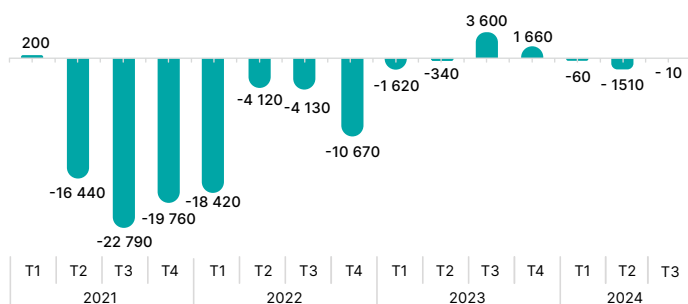
Stabilisation de la demande d'emploi à l'été, mais hausse sur un an

Au 3^e trimestre 2024, le nombre de demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi et sans activité (catégorie A) s'est établi en moyenne sur le trimestre à 317 000 en Auvergne-Rhône-Alpes. Ce nombre est resté stable (0%) sur le trimestre (soit -10 personnes) comme sur un an. En France métropolitaine, ce nombre a légèrement augmenté de +0,2 % sur le trimestre et affichait une hausse de +0,1% sur un an.

En cumulant avec les demandeurs d'emploi ayant exercé une activité au cours du mois (catégories B et C), France Travail Auvergne-Rhône-Alpes recensait 598 700 demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi (catégories ABC), au cours du 3^e trimestre 2024. Cela représente 2 100 demandeurs d'emploi supplémentaires, (+0,4%, contre +0,2% en France métropolitaine). Sur un an, la hausse a été de +1,5%.

Fluctuation trimestrielle du nombre de demandeurs d'emploi sans emploi en Auvergne-Rhône-Alpes

Unité : en nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A



Source : Pôle emploi-Dares, STMT ; Données trimestrielles CVS-CJO

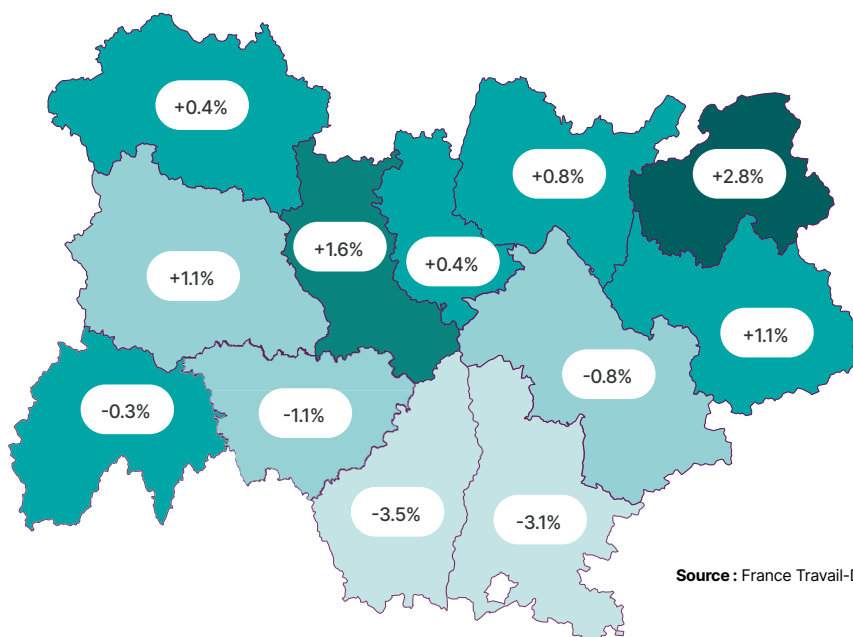
Stabilité de la demande d'emploi (catégorie A) dans les départements régionaux

Sur le trimestre, la moitié des départements régionaux (Ain, Allier, Cantal, Loire, Haute-Loire, Savoie) a connu une hausse de ses demandes d'emploi en catégorie A. Le Cantal a enregistré la plus forte progression : +3,1%. À l'inverse, les reculs départementaux se sont exprimés de manière relative, du Rhône (-0,1%) au Puy-de-Dôme (-0,6%).

Sur l'année, six départements sur les douze étaient en baisse en catégorie A : l'Ardèche a enregistré la plus forte baisse (-3,5%) suivi de la Drôme (-3,1%). Au contraire de la Haute-Savoie qui a enregistré la plus forte hausse sur un an avec +2,8% des demandeurs d'emplois inscrits par rapport au 3^e trimestre 2023 suivie de la Loire (+1,6%) et de la Savoie (+1,1%). Les autres évolutions oscillent entre -1,1% et +0,8 %.

Évolution de la demande d'emploi par département entre les 3^e trimestres 2023 et 2024

Unité : en % de la population active



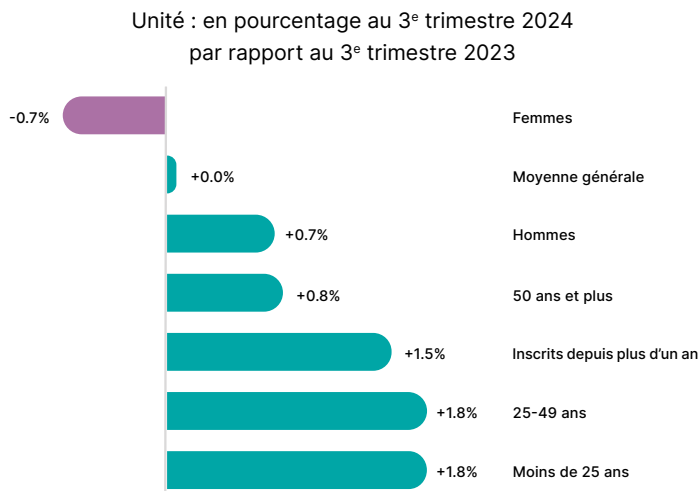
Source : France Travail-Dares, STMT, demande d'emploi en fin de mois, données CVS

² En moyenne sur le trimestre

Le nombre de jeunes en demande d'emploi continue d'augmenter

Des disparités de croissance ont aussi été observées sur les classes d'âge. Sur un an, **le nombre de jeunes de moins de 25 ans et de 25/49 ans a augmenté de +1,8%**, contre un peu moins de +0,8% pour les seniors. Sur l'année, au 3^e trimestre 2024, **France travail a enregistré +0,7% d'augmentation du nombre d'hommes sans activité professionnelle (catégorie A)** alors que l'évolution chez les femmes est de -0,7%. Sur un an, le nombre des femmes sans activité professionnelle inscrites à France Travail a régressé de -0,7%, tandis que le nombre d'hommes inscrits en catégorie A augmentait lui de +0,7%. À noter aussi que sur l'année, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an est en hausse (+1,5%).

Évolution sur un an du nombre de demandeurs d'emploi en catégorie ABC en Auvergne-Rhône-Alpes par public spécifique



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, demande d'emploi en fin de mois ; Données brutes en bleu, donnée en CVS-CJO en vert.

En Auvergne-Rhône-Alpes, le volume d'offres d'emploi diminue sur un an

Au 3^e trimestre 2024, **France Travail a collecté 133 300 offres d'emploi sur la région en baisse de -14,8% par rapport au 3^e trimestre 2023**. En cumul sur l'année, le nombre d'offres enregistré par France Travail Auvergne-Rhône-Alpes est de 534 100.

■ Une newsletter sur la conjoncture

Tous les trimestres, recevez les dernières actualités et informations clés sur l'économie, l'emploi et le marché du travail dans la région en vous [abonnant à la Lettre d'information](#) : «*L'actualité conjoncturelle en Auvergne-Rhône-Alpes*».

■ Une veille conjoncturelle

Lisez les derniers articles et études sur l'économie, l'emploi, le marché du travail et la formation en Auvergne-Rhône-Alpes grâce à une veille sur la conjoncture régionale.

Rendez-vous sur [Via-Compétences.fr - Veille conjoncturelle](#)

■ Un outil public de visualisation de données régionales

Via Compétences met également à disposition **DataScope**, un outil de datavisualisation dynamique au service des acteurs de l'emploi, de l'insertion, de la formation et de l'orientation professionnelle.



Retrouvez des informations socioéconomiques actualisées régulièrement sur les métiers, les formations, les territoires et les secteurs d'activité en région Auvergne-Rhône-Alpes. www.datascope.via-competences.fr

Sources

- > **Banque de France**, Projections macroéconomiques pour la France – Décembre 2024, 14 p.
- > **Banque de France**, Tendances régionales, La conjoncture en Auvergne-Rhône-Alpes – Juillet, Août, Septembre, 2024.
- > **BPCE l'Observatoire**, Étude – Défaillances d'entreprises en France : Les défaillances de PME-ETI au plus haut en 2024, 8 janvier 2025, 3 p.
- > **DREETS**, Note de conjoncture 3^e trimestre 2024, Auvergne-Rhône-Alpes, 24 p.
- > **INSEE**, Comptes nationaux trimestriels, Résultats détaillés, 3^e trimestre 2024, Informations rapides n°296, novembre 2024.
- > **INSEE**, Note de conjoncture, L'activité suspendue à un regain de confiance – Décembre 2024, 94 p.
- > **INSEE**, « *Une économie régionale dans le doute, une dynamique de l'emploi privé grippée* », Conjoncture Auvergne-Rhône-Alpes n°45 – Janvier 2025, 4 p.
- > **INSEE**, « *Au troisième trimestre 2024, l'emploi salarié est quasi stable ou en légère hausse dans toutes les régions* », Informations rapides, 9 janvier 2025, n°3, 6 p.
- > **URSSAF**, « *Les effectifs salariés privés stagnent au 3^e trimestre 2024 en Auvergne-Rhône-Alpes* », Stat'UR n°50 – Décembre 2024, 10 p.

Méthodologie

Le choix de la périodicité dans les séries étudiées dépend du type de données utilisées. Les séries dont les données sont disponibles en CVS ou CVS-CJO (correction des variations saisonnières et correction des jours ouvrables) peuvent être comparées entre différents trimestres de l'année. En revanche, les séries dont les données sont brutes (non retraitées) ne peuvent être comparées qu'entre mois ou trimestres similaires (e.g. 3^e trimestre 2024 par rapport au 3^e trimestre 2023).

La cartographie de l'évolution de l'emploi salarié par zone d'emploi a été réalisée à l'aide du logiciel Carte et données. Une discrétisation de type standardisation a été mobilisée pour mettre en avant les valeurs extrêmes de la distribution symétrique. La gradation harmonique a été adaptée à la charte graphique en vigueur.



Directrice de publication : Christelle MASSON • **Réalisation** : Cédric CABANEL (Via Compétences), Sandrine LORAND NGUYEN (Banque de France) & Saïd-Hamidou ALLAOUI (France Travail) avec l'appui de Boris FRANCOIS, Claire LAMY et Jacques MALGRAS (Via Compétences)

Mise en page et communication : Mélanie CATTELIN • **Date de publication** : Mars 2025 • **Email contact** : contact@via-competences.fr